

Parti 51
États financiers
au 31 décembre 2017

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
Résultats	4
Évolution de l'actif net	5
Flux de trésorerie	6
Situation financière	7
Notes complémentaires	8 - 10
Annexes	11 - 13



Rapport de l'auditeur indépendant

Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Bureau 300
11505, 1^{re} Avenue
Saint-Georges (Québec) G5Y 7X3
T 418 228-8969

Aux membres du comité exécutif du
Parti 51

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Parti 51, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Parti 51 au 31 décembre 2017 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'article 113 de la Loi électorale et selon le bulletin B-1 publié en janvier 2015, nous avons également audité les colonnes annuelles et électorales de la catégorie « Parti » de l'annexe « Cadre de référence relatif aux sources et à l'utilisation du financement », ainsi que la colonne « Parti (exercice courant) » du tableau *I Revenus*, du tableau *II Dépenses* et du Tableau *III État de la trésorerie* présentés en annexe aux états financiers. La colonne « Instances » de ces annexes n'a pas fait l'objet d'un audit.

Ville de Saint-Georges
Le 26 avril 2018

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A116146

Parti 51

Résultats

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

	2017 (12 mois)	2016 (3 mois)
	\$	\$
Produits		
Contributions	888	1 189
Articles promotionnels	453	
Remboursement des frais d'audit	1 725	
	<u>3 066</u>	<u>1 189</u>
Charges		
Publicité	1 432	13 219
Articles promotionnels	5 943	
Fournitures et frais de bureau	150	
Frais informatiques	2 728	
Honoraires professionnels	3 450	338
Frais bancaires	180	36
Intérêts sur les effets à payer	4 034	740
Amortissement du site Internet	6 411	1 466
	<u>24 328</u>	<u>15 799</u>
Insuffisance des produits par rapport aux charges	<u>(21 262)</u>	<u>(14 610)</u>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

Parti 51**Évolution de l'actif net**

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
Solde au début	(14 610)	
Insuffisance des produits par rapport aux charges	<u>(21 262)</u>	<u>(14 610)</u>
Solde à la fin	<u>(35 872)</u>	<u>(14 610)</u>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

Parti 51

Flux de trésorerie

pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017

	2017 <u>(12 mois)</u> \$	2016 <u>(3 mois)</u> \$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits par rapport aux charges	(21 262)	(14 610)
Éléments hors caisse		
Amortissement du site Internet	6 411	1 466
Variation nette d'éléments du fonds de roulement		
Créditeurs	<u>11 051</u>	<u>740</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>(3 800)</u>	<u>(12 404)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Actifs incorporels et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 231)	(17 591)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Effets à payer et flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>6 000</u>	<u>31 000</u>
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	(31)	1 005
Encaisse au début	<u>1 005</u>	<u>1 005</u>
Encaisse à la fin	<u><u>974</u></u>	<u><u>1 005</u></u>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

Parti 51
Situation financière
 au 31 décembre 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
	\$	\$
ACTIF		
Court terme		
Encaisse	974	1 005
Long terme		
Immobilisation incorporelle (note 3)	<u>11 945</u>	<u>17 206</u>
	<u>12 919</u>	<u>18 211</u>
PASSIF		
Court terme		
Créditeurs (note 4)	11 791	1 821
Effet à payer, 12 %, échéant en juillet 2018	6 000	
Effets à payer au chef du parti, 12 %, remboursables à demande	<u>31 000</u>	<u>31 000</u>
	48 791	32 821
ACTIF NET NÉGATIF	<u>(35 872)</u>	<u>(14 610)</u>
	<u>12 919</u>	<u>18 211</u>

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé,

 Représentante officielle

Parti 51

Notes complémentaires

au 31 décembre 2017

1 - STATUTS

Le parti a été autorisé par le Directeur général des élections, en vertu de la Loi électorale, le 13 octobre 2016.

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers du parti sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que les directives du Directeur général des élections. Ce rapport financier ne présente que la situation financière et les résultats des activités du parti.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction du parti doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers, les notes y afférentes et les annexes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le parti pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Lors de l'évaluation initiale, les actifs et les passifs financiers du parti sont évalués à la juste valeur qui est, dans le cas des actifs financiers ou des passifs financiers qui seront évalués ultérieurement au coût après amortissement, majorée ou diminuée du montant des commissions et des coûts de transaction afférents. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers du parti sont évalués au coût ou au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements en fonds communs de placement qui sont évalués à la juste valeur et des placements en obligations que le parti a fait le choix d'évaluer à la juste valeur en les désignant à cette fin.

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, le parti détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative et si le parti détermine qu'il y a eu, au cours de l'exercice, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs d'un actif financier, une réduction sera alors comptabilisée à l'état des résultats à titre de moins-value. La reprise d'une moins-value comptabilisée antérieurement sur un actif financier évalué au coût ou au coût après amortissement est comptabilisée aux résultats au cours de l'exercice où la reprise a lieu.

Parti 51

Notes complémentaires

au 31 décembre 2017

2 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du parti est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût. Lorsque le parti reçoit des apports sous forme d'immobilisations, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport.

Amortissements

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Réduction de valeur

Lorsque le parti constate qu'une immobilisation incorporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de la valeur comptable nette de l'immobilisation incorporelle sur sa valeur résiduelle est comptabilisé en charges à l'état des résultats.

Constatation des produits

Le parti applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les produits tirés de la vente d'articles promotionnels sont constatés au moment de l'expédition.

Le parti a choisi de ne pas comptabiliser les apports reçus sous forme de fournitures et de services.

Bénévoles

Le fonctionnement du parti dépend en partie du travail de bénévoles. Le parti ne reçoit pas ces services contre paiement et il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur. De ce fait, le travail des bénévoles n'est pas pris en compte dans les états financiers.

Parti 51
Notes complémentaires
 au 31 décembre 2017

3 - IMMOBILISATION INCORPORELLE

			2017
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Site Internet	19 822	7 877	11 945
			2016
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Site Internet	18 672	1 466	17 206

4 - CRÉDITEURS

	2017	2016
	\$	\$
Charges à payer	11 791	740
Dû sur immobilisation incorporelle	-	1 081
	11 791	1 821

5 - RISQUES FINANCIERS

Risque de marché

Les instruments financiers du parti l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt, lequel découle des activités de financement :

Risque de taux d'intérêt

Le parti est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux passifs financiers portant intérêt à taux fixe.

Des effets à payer portent intérêt à taux fixe et exposent donc le parti au risque de variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité du parti est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. Le parti est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.



Parti 51

CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT
Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, Bulletin B-1
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

SOURCES DE FINANCEMENT							
Entités autorisées		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
Financement du DGE	Référence à la Loi électorale	Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, Ch Art 82, 82.1	-	-			-	0,0%
Revenus d'appariement		Art 82.2	-	-			-
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, Chap II Art 112	1 725,00				1 725,00	58,3%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I		-		-	-	0,0%
Total du financement du DGE		1 725,00	-		-	1 725,00	58,3%
Revenus autonomes	Tableau I	1 341,00		-		1 341,00	43,7%
Transferts des entités autorisées		-		-		-	-
Total du financement du parti et des instances		3 066,00	-	-	-	3 066,00	100%
Financement total		3 066,00		-		3 066,00	100%

UTILISATION DU FINANCEMENT								
Dépenses		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
		Annuelle \$	Électorale \$	Annuelle \$	Électorale \$			
Administration courante	Tableau II	7 814,00		-		7 814,00	254,9%	
Communication et diffusion d'un programme politique		16 514,00		-		16 514,00	538,6%	
Coordination de l'action politique		-		-		-	0,0%	
Transferts aux entités autorisées		-		-		-		
Dépenses ayant trait aux élections				-		-	-	0,0%
Autres dépenses		-		-		-	-	0,0%
Total des dépenses du parti et des instances		24 328,00	-	-	-	24 328,00	793,5%	
Dépenses totales		24 328,00		-		24 328,00	793,5%	
Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses		(21 262,00)		-		(21 262,00)		
Annuelles : (21 262,00) \$		Électorales : - \$						
Variation du financement par les postes du bilan								
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III	(31,00)		-		(31,00) \$	-1,0%	
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autre que la trésorerie		(17 462,00)		-		(17 462,00) \$	-569,5%	
Acquisition (disposition) des actifs à long terme		2 231,00		-		2 231,00 \$	72,8%	
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme		(6 000,00)		-		(6 000,00) \$	-195,7%	
Financement total utilisé		3 066,00		-		3 066,00 \$	100%	

Déclaration du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

28 avril 2018
Date

Signature du représentant officiel

Parti 51

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

TABLEAU I : REVENUS

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	\$	\$	
REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ÉLECTORALES				
<i>Avances et remboursements du DGE</i>	-	-	-	Ligne 5
<i>Moins, remboursement d'avances excédentaires</i>	-	-	-	Ligne 21
Total du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
REVENUS AUTONOMES				
<i>Contributions</i>	888,00	1 189,00	-	Ligne 1 (Annexe 3)
<i>Adhésions (cartes de membres)</i>	-	-	-	Ligne 2
<i>Revenus d'activités politiques</i>	-	-	-	Ligne 3
<i>Revenus accessoires</i>	453,00	-	-	Ligne 4
<i>Remboursement TPS/TVQ</i>	-	-	-	
<i>Intérêts gagnés</i>	-	-	-	Ligne 9
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-	-	-	Ligne 10 à 18
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-	-	-	
Total des revenus autonomes	1 341,00	1 189,00	-	
TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES				
<i>Des instances au parti</i>				
<i>Cession du remboursement des dépenses électorales</i>	-	-	-	
<i>Autres revenus de transferts</i>	-	-	-	
Total des transferts des instances au parti	-	-	-	
<i>Du parti aux instances</i>				
<i>Entre instances</i>	-	-	-	Ligne 6
Total des transferts	-	-	-	Ligne 7

TABLEAU II : DÉPENSES

	\$	\$	\$	
ADMINISTRATION COURANTE				
<i>Salaires et charges sociales</i>				
<i>Direction générale et personnel d'encadrement</i>	-	-	-	
<i>Recrutement de membres et financement</i>	-	-	-	
<i>Personnel administratif et informatique</i>	-	-	-	
<i>Charges sociales</i>	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
<i>Honoraires et autres rémunérations</i>				
<i>Administration</i>	-	338,00	-	
<i>Vérification (audit)</i>	3 450,00	-	-	
<i>Juridiques</i>	-	-	-	
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	
Total partiel	3 450,00	338,00	-	
<i>Locaux et frais afférents</i>				
<i>Loyer</i>	-	-	-	Ligne 30
<i>Taxes foncières et assurances</i>	-	-	-	
<i>Entretien et réparations</i>	-	-	-	
<i>Chauffage et électricité</i>	-	-	-	
<i>Amortissement bâtiments et améliorations locatives</i>	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
<i>Fonctionnement</i>				
<i>Télécommunications</i>	-	-	-	Ligne 31
<i>Secrétariat et frais de bureau</i>	150,00	-	-	Ligne 28
<i>Location et entretien des équipements</i>	-	-	-	
<i>Frais de déplacement et de représentation</i>	-	-	-	
<i>Amortissement mobilier et équipements</i>	-	-	-	
Total partiel	150,00	-	-	
<i>Frais financiers</i>				
<i>Intérêts sur emprunts</i>	4 034,00	740,00	-	Ligne 20
<i>Frais de service et d'administration</i>	180,00	36,00	-	Ligne 33
Total partiel	4 214,00	776,00	-	
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	Ligne 34 à 41
Total administration courante	7 814,00	1 114,00	-	

Parti 51
Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	C	\$	
COMMUNICATIONS ET DIFFUSION D'UN PROGRAMME POLITIQUE				
Rémunération salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Publicité	1 432,00	13 219,00	-	Ligne 29
Réseaux sociaux et sites Web	2 728,00	-	-	
Relations publiques	-	-	-	
Frais de déplacement et de représentation	-	-	-	
Amortissement logiciels et sites Web	6 411,00	1 466,00	-	
Articles promotionnels	5 943,00	-	-	
Total communications et diffusion d'un programme politique	16 514,00	14 685,00	-	
COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE				
Rémunération salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Activités de financement	-	-	-	
Activités politiques	-	-	-	Ligne 25
Frais de participation: réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	-	-	-	Ligne 27
Autres (préciser)	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
Dépenses de campagne à la direction	-	-	-	
Moins, Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	-	-	-	
Total partiel	-	-	-	
Total coordination de l'action politique	-	-	-	
TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES				
Des instances au parti	-	-	-	Ligne 22
Du parti aux instances	-	-	-	
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
Autres dépenses de transfert	-	-	-	
Total des transferts du parti aux instances	-	-	-	
Entre instances	-	-	-	Ligne 23
Total des transferts aux entités autorisées	-	-	-	
DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS				
Transferts aux agents officiels	-	-	-	Ligne 24
Dépenses préélectorales et postélectorales	-	-	-	
Dépenses électorales attribuables aux agents officiels	-	-	-	Ligne 26
Moins, Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-	-	-	
Dépenses électorales remboursées par les agents officiels	-	-	-	
Fermeture du fonds électoral	-	-	-	Ligne 8
Autres (préciser)	-	-	-	
Total des dépenses ayant trait aux élections	-	-	-	
AUTRES DÉPENSES				
Contributions non conformes d'un exercice précédent	-	-	-	Ligne 32
Amendes et pénalités	-	-	-	
Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	-	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
Total autres dépenses	-	-	-	
Total des dépenses du parti et des instances	24 328,00	15 799,00	-	

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$	\$	\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	974,00	1 005,00	-
Petite caisse	-	-	-
Placements encaissables sur demande	-	-	-
Marge(s) de crédit bancaire	-	-	-
Total de la trésorerie	974,00	1 005,00	
Variation de la trésorerie		(31,00)	-

